

Aperçu sommaire sur la transparence et le revenu en ressources naturelles

Un briefing de CAFOD

«Comment peut-il se faire qu'au cours de ces trente dernières années la mise en route fréquente de puits de pétrole, tous importants, n'ait eu aucun effet visible sur la transformation économique ou la rectification de la situation sociale de notre population? Notre pétrole doit favoriser la vie et non la mort de notre peuple.»

Conférence épiscopale du Congo (Brazzaville), 1999

Revenu en ressources naturelles des pays en voie de développement

Le pétrole, le gaz et l'exploitation minière représentent des secteurs économiques d'une importance fondamentale dans quelque 60 pays en voie de développement ou en cours de transition où vivent plus des deux tiers des peuples les plus pauvres du monde; un milliard et demi d'habitants y subsistent avec moins de \$2 par jour. 12 des 25 Etats les plus gros producteurs miniers et six des plus gros producteurs de pétrole font, d'après la Banque Mondiale, partie des Pays Pauvres Hautement Endettés. Leurs niveaux de développement humain - à base de santé, d'alphabétisme et du produit national brut (PNB) - sont parmi les pires du monde.

Des revenus en ressources naturelles infiltrent des pays de tous les continents. En Asie, par exemple, le pétrole et le gaz sont importants au Kazakhstan, en Azerbaïdjan, en Indonésie, en Timor oriental, et au Moyen Orient, y-compris en Irak. En Amérique latine, la Colombie, le Brésil et le Venezuela dépendent chacun des ressources naturelles. En Europe, la prospérité de la Norvège se base sur les réserves de pétrole de la Mer du Nord.

En Afrique noire, qui comprend les pays les plus pauvres du monde, l'industrie pétrolière est en plein essor. La région du golfe de Guinée, qui s'étend tout au long de l'ouest et du centre du continent, représente le centre d'exploration le plus lucratif pour les sociétés pétrolières. Certains pays, tels que le Nigeria et l'Angola, exploitent le pétrole depuis des années. D'autres, tels que le Tchad et la Guinée équatoriale¹, n'ont que tout récemment pris leur place dans l'industrie. D'autres encore, tels que la Guinée-Bissau et la Mauritanie, semblent sur le point de se joindre à la ruée sur le pétrole. Dans tous ces pays, l'amélioration des techniques de reconnaissance et de

¹ Les autres Etats du Golfe de Guinée qui produisent actuellement du pétrole sont le Congo-Brazzaville, le Gabon, le Cameroun, la République Démocratique du Congo et le Soudan.

production, notamment en ce qui concerne les forages sous-marins, permet de mettre en chantier de vastes gisements de pétrole offshore qui étaient inaccessibles auparavant.

L'Afrique attire les sociétés pétrolières internationales pour plusieurs raisons. En premier lieu, le pétrole y est typiquement de très bonne qualité. Deuxièmement, il est facile à transporter aux marchés des Etats-Unis – et il est par-dessus le marché plus accessible que les gisements du Moyen-Orient. Troisièmement, la production pétrolière africaine est moins risquée pour les multinationales puisqu'elle a surtout lieu offshore, à l'abri des risques de perturbation sociale et politique des gisements à terre. Le Nigeria représente une exception - l'extraction du pétrole dans le delta du Niger a donné lieu à des conflits et des protestations du fait que la population autochtone réclame une part des profits aux sociétés pétrolières et à l'Etat.

Les revenus pétroliers jouent en conséquence un rôle de plus en plus important dans l'économie africaine. Le secteur extractif produit plus de la moitié des exportations du continent et représentait 65% de ses investissements directs étrangers dans les années quatre-vingt-dix. La région du golfe de Guinée recevra plus de 200 millions de dollars en revenus pétroliers dans les dix années qui viennent et on estime que la production totale fera un bond de 3,8 millions de barils par jour (bpj) en 2003 à 6,8 million de bpj en 2008

Le paradoxe de l'abondance

On associe mal les pays qui bénéficient d'une abondance de ressources naturelles à un état de pauvreté chronique et profond. On pourrait croire que les revenus pétroliers permettront à leurs habitants d'échapper à cette pauvreté. Mais le contraire est vrai. Les revenus en ressources naturelles des pays pauvres s'accompagnent d'un accroissement de la pauvreté, de la corruption et des situations de conflit ainsi que d'un autoritarisme des pouvoirs publics qui manque de transparence, de responsabilité et d'équité. Dans leur ensemble, les pays moins développés qui dépendent d'exportations pétrolières ont connu une baisse profonde de leur niveau de vie. Les pays sans ressources en pétrole ont connu une croissance quatre fois plus grande que celle des pays dotés de pétrole au cours des années de 1970 à 1993, bien que les pays démunis de ressources n'aient eu, en 1970, que la moitié de l'épargne des pays riches en ressources. Les pays riches en pétrole sont 'les Etats du monde entier qui sont à l'heure actuelle les plus en proie à des difficultés économiques, les plus autoritaires et les plus susceptibles aux conflits.'².

La gestion du pétrole

La gestion d'une arrivée massive de revenus pétroliers pose des défis importants pour un Etat, et tout particulièrement pour ceux qui n'ont pas l'avantage d'institutions démocratiques et responsables:

² Bottom of the Barrel, Global Witness, mars 2004, p.18

- Le pouvoir et les ressources dans les pays pétroliers se concentrent entre les mains des pouvoirs publics, ce qui encourage les citoyens à gagner leur vie à travers des liens avec l'Etat - un phénomène, pourrait-on dire, de 'liaisons étatiques'. Cette pratique réduit l'attrait d'autres genres d'activité productive.
- Dans les Etats autoritaires, il n'existe pas de contre-pression pour inciter les pouvoirs publics à établir des stratégies économiques indépendantes du pétrole ou des mécanismes de surveillance pour la gestion des revenus pétroliers. Dans les Etats autoritaires, les cadres supérieurs ne sont pas liés à un système démocratique ni à des procédures transparentes pour les prises de décisions. Les Etats sont rarement dotés de fonctionnaires et d'administration fiscale efficaces, de systèmes juridiques indépendants ou de sociétés civiles actives et bien informées.
- Des incitations provenant de l'étranger encouragent la dépendance sur le pétrole. Certaines sociétés pétrolières sont prêtes à faire des affaires secrètes et il arrive que les Etats du Nord nouent des alliances fermes avec des leaders autoritaires. La Banque Mondiale et le Fonds Monétaire International (FMI) ont tendance à encourager des stratégies de développement qui s'échafaudent sur l'avantage comparatif du pétrole. Ils encouragent par ailleurs des prêts à des exportateurs pétroliers profondément endettés alors qu'il est évident que les emprunts ne font que favoriser des activités non-productives et permettent aux pouvoirs publics de perpétuer leur mauvaise gestion des revenus pétroliers.
- Le développement du pétrole crée fréquemment un boom initial: augmentation du revenu par habitant, accroissement de l'emploi, amélioration de l'alimentation et de la santé, infrastructure plus étendue et de meilleure qualité. Mais le boom a tendance à être de courte durée à mesure que la recherche de liaisons étatiques et la mauvaise gestion des ressources, sans compter parfois aussi l'instabilité des prix du pétrole, sapent les résultats positifs.
- Le pouvoir de négociation des Etats d'accueil pauvres est faible. Seules, un petit nombre de sociétés pétrolières extrêmement puissantes et importantes sont techniquement capables d'avoir accès aux gisements profonds. Les bénéfices d'Exxon - évalués à 15 milliards de dollars en 2001 - sont dix fois plus élevés que le PNB de 1,4 milliard de dollars du Tchad. Les sociétés pétrolières sont donc à même de soutirer un pourcentage maximum des bénéfices accrus de leurs opérations, souvent bien au-delà de ce qu'elles ont pu recevoir dans d'autres parties du monde.

Les ressources maudites

Plus un pays dépend des ressources naturelles, plus sa performance de croissance est mauvaise. Le fait de dépendre du pétrole porte atteinte au développement pour les raisons suivantes:

- La perspective de richesses pétrolières crée une mentalité boom: les pouvoirs publics établissent des projets grandioses, le code du travail est sapé et la productivité sombre.
- Les dépenses publiques croissent de manière spectaculaire, du fait que les pouvoirs publics escomptent une grosse augmentation des revenus (souvent bien moindres, en réalité, qu'ils ne s'imaginent).

- La qualité des dépenses publiques se dégrade. L'argent est dissipé par la corruption - les fonctionnaires se laissent soudoyer pour distribuer des bénéfices tels que des quotas d'importations, des licences industrielles et l'accès aux devises.
- L'instabilité du prix du pétrole porte atteinte à la croissance, à la distribution des ressources et à la réduction de la pauvreté.
- Les booms favorisent la perte du contrôle fiscal et de l'inflation, et entravent encore plus la croissance, la justice et la réduction de la pauvreté.
- L'endettement extérieur s'accroît à mesure que les pouvoirs publics font des emprunts pour combler l'insuffisance des revenus pétroliers escomptés.
- Les autres secteurs de l'économie, tels que le secteur industriel et l'agriculture, périssent par suite de la dépendance envers le pétrole.
- Les revenus pétroliers remplacent les impôts et affranchissent les pouvoirs publics du devoir de rendre compte de leurs dépenses au public.

Les caractéristiques des Etats riches en pétrole

- La pauvreté. Le Nigeria, qui est le producteur pétrolier le plus important de l'Afrique, a reçu depuis 25 ans plus de 300 milliards de dollars de revenus pétroliers. Cependant sept personnes sur dix vivent d'un revenu inférieur à un dollar par jour, 43 pour cent manquent d'installations sanitaires et d'eau propre et la mortalité infantile est l'une des plus élevées du monde.
- La militarisation. Comme la croissance économique n'augmente pas à la mesure des espérances, les pouvoirs publics des Etats riches en pétrole ont recours à la répression pour maintenir leur pouvoir. Dans les années 1984 à 1994, la part des dépenses militaires des membres de l'OPEP* en pourcentage de la totalité des dépenses des pouvoirs publics était trois fois plus élevée que celle des pays développés, et de deux à dix fois plus élevée que celle des pays en voie de développement non-producteurs de pétrole.
- Un Etat autoritaire. Les ressources pétrolières ont permis de financer les régimes autoritaires, tels que celui du Président Abacha au Nigeria ou de Saddam Hussein en Iraq.
- La corruption. La dépendance envers le pétrole encourage la corruption sous différentes formes: les sociétés effectuent des paiements ou accordent des prêts aux fonctionnaires de l'Etat pour obtenir des contrats et d'autres avantages. Les élites peuvent détourner les profits pour leur propre consommation, pour financer leurs intérêts d'affaires, ou pour acheter des armes pour maintenir leur contrôle des ressources naturelles.
- La guerre civile. Le pétrole peut approfondir des tensions préexistantes d'une société où différents groupes réclament une part des ressources. Le pétrole peut maintenir les conflits comme par exemple au Soudan, dans la République Démocratique du Congo et en Indonésie.

Quelques exemples de pays riches en pétrole

* Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole

L'Angola

L'Angola est un exemple typique de la destruction qui peut résulter de la dépendance pétrolière: dans ce pays, le deuxième le plus riche en pétrole d'Afrique, les citoyens n'ont nullement profité de cette richesse. Le pays est renommé pour l'utilisation corrompue des ressources par une élite. Entre 1997 et 2001, environ 1,7 milliards de dollars par an ont disparu.

Dans un rapport récent, l'organisation Global Witness a démontré que des millions de dollars sont versés directement au Président Dos Santos. Elle soutient que le Président a un compte en banque de 37 millions de dollars au Luxembourg. D'autres sommes sont blanchies ou détournées par des achats d'armes vendus à des prix excessifs ou par des prêts garantis par le pétrole.

Alors que les revenus pétroliers ont enrichi le Mouvement Populaire pour la Libération de l'Angola (MPLA) qui est au pouvoir, la vaste majorité des Angolais demeure désespérément pauvre. L'Angola est classée 161ème sur 173 pays dans l'Indice du Développement Humain de l'ONU. Un enfant angolais sur quatre meurt avant l'âge de quatre ans. Plus d'un million de personnes déplacées de l'intérieur dépend de l'aide alimentaire internationale, et un nombre encore plus élevé se trouve tributaire de l'ONU pour la distribution d'outils, de graines et de matériaux pour la construction d'écoles et d'hôpitaux. Après des années de guerre civile, le conflit a cessé dans la plupart du pays, mais dans l'enclave riche en pétrole de Cabinda, les combats continuent entre les forces gouvernementales et les rebelles séparatistes.

On commence à apercevoir certains changements. Malgré ses énormes réserves de pétrole, l'Angola est à court d'argent. Cela a poussé les pouvoirs publics à faire certains efforts pour améliorer son image de marque et obtenir l'accès au financement international. Ils ont par exemple permis la publication de certaines enquêtes du FMI sur leurs comptes et, en mai 2004, ils ont publié des détails de leur marché avec Chevron Texaco, la société pétrolière américaine. Mais les élections nationales demeurent suspendues, les emprunts garantis par le pétrole à venir se maintiennent et les détails des revenus pétroliers demeurent secrets. Impossible de garantir, par ailleurs, que l'amélioration de la transparence se verra maintenue si le pays obtient le financement du FMI.

Le pétrole et les diamants ont quasi-exclusivement nourri le conflit dont nous souffrons depuis 25 ans. Et depuis la fin de la guerre, beaucoup de gens se demandent pourquoi ces mêmes ressources n'ont pas servi à nourrir nos personnes déplacées de l'intérieur... Dans cet examen de conscience public, nous demandons aux pouvoirs compétents de renseigner correctement le public angolais sur les bénéfices qui émanent de l'exploitation du pétrole et des autres ressources naturelles et de l'informer sur la manière dont ces bénéfices sont utilisés. ... Il faut absolument que l'exploitation du pétrole et d'autres ressources naturelles se transforme en investissements capables d'enrichir le pays. Si cela ne se fait pas, le pays deviendra encore plus pauvre et se retrouvera sans pétrole, sans diamants et dépourvu de tout avantage durable.

Déclaration de l'Episcopat catholique de Luanda, le 24 mars 2004

Le Congo Brazzaville

Le Congo est le quatrième plus gros producteur de pétrole de l'Afrique noire. Auparavant l'un des pays les plus riches de l'Afrique, il est actuellement le

plus endetté du monde par tête d'habitant. La société pétrolière nationale fait un bénéfice de plusieurs millions de dollars sans payer un sou à l'Etat. Près de 250 millions de dollars par an se trouvent exclus du bilan et le tiers des revenus de l'Etat sert les intérêts sur les créances qui hypothèquent la production pétrolière à venir. D'après la Banque Mondiale, la mauvaise gestion des vastes ressources naturelles du pays est la cause principale du conflit brutal qui a fait des milliers de victimes.

Le peuple congolais est mal informé sur le montant des recettes de notre pays grâce à cet or noir et ignore leur mode d'utilisation. Ce qu'il sait fort bien, c'est que le prix du pétrole ne se mesure pas en barils ou en dollars mais par la misère, les guerres successives, le sang, le déplacement des personnes, l'exil, le chômage, le paiement tardif des salaires, le non-paiement des pensions.

Lettre ouverte de l'Episcopat congolais à leur Président, 2002

L'oléoduc Tchad-camerounais

Le Projet du Pétrole et de l'Oléoduc Tchad-camerounais cherche à transformer le 'fléau des ressources' en 'bienfait des ressources' pour les pays associés. Participent au projet d'un montant de 3,7 milliards de dollars les sociétés pétrolières ExxonMobil, Chevron et Petronas (la société nationale malaise du pétrole), la Banque Mondiale, les pouvoirs publics du Tchad et du Cameroun, et d'autres. La Banque Mondiale a financé le projet et cherche à inciter les 2 Etats à profiter de leurs revenus pour réduire la pauvreté.

Le Tchad, l'un des pays les plus pauvres du monde, est doté d'institutions très faibles, d'un Président trop puissant, de procédures démocratiques très défectueuses et d'une menace continue de violence entre le nord et le sud. Le Cameroun, lui, est l'un des pays les plus corrompus du monde.

La Banque Mondiale s'est rendu compte de la nécessité de mesures propres à assurer que les revenus profitent aux pauvres. Elle a facilité la mise en place de structures légales et administratives pour la gestion des revenus pétroliers. Mais en l'absence d'une volonté politique de la part des Etats en cause pour favoriser un bon gouvernement et le respect des droits de l'homme, nul ne peut garantir que les pauvres seront réellement avantagés.

Notre pétrole demeure dans la plupart des cas réservé aux autorités constituées ... L'Afrique centrale est entachée de misère malgré les découvertes croissantes de pétrole ... Notre mission prophétique nous appelle à lancer un appel du fond du cœur à tous ceux qui participent à l'exploitation du pétrole dans notre région ou qui exercent un pouvoir politique et économique.

Déclaration de l'Episcopat catholique de l'Afrique centrale, juillet 2002, faite à Malabo, Guinée équatoriale

Transformer les ressources de fléau en bienfait?

L'extraction du pétrole ne conduit pas nécessairement à un développement médiocre. Si les revenus sont gérés de manière transparente, ouverte et juste, ils peuvent profiter aux citoyens des pays exportateurs de pétrole. La Norvège a si bien géré son pétrole dans la Mer du Nord qu'elle se trouve en tête du classement pour le développement du Programme de Développement de l'ONU. Tout progrès nécessite cependant une volonté politique

internationale concertée ainsi que la coopération de tous les partis concernés: les sociétés multinationales et d'Etat, et les pouvoirs publics des pays d'accueil et d'origine.

Publiez les paiements

CAFOD, en compagnie de Global Witness, Save the Children et Transparency International (UK), est l'un des membres principaux de la coalition britannique en faveur de la publication des paiements dénommée Publish What You Pay (PWYP). La coalition compte plus de 200 membres à travers le monde.

PWYP demande aux sociétés pétrolières, gazières et minières de publier les paiements qu'ils effectuent auprès de chaque Etat individuel. Bien que les pouvoirs publics du pays d'origine portent la responsabilité principale pour la bonne gestion des revenus pétroliers, ces sociétés (telles que Shell et BP au Royaume-Uni; ExxonMobil et Chevron Texaco aux Etats-Unis; et TotalFinaElf en France) participent à la mauvaise gestion et au détournement des revenus pétroliers par les élites lorsqu'elles manquent de transparence dans leurs transactions avec les pouvoirs publics. Celles-ci comportent:

- le paiement de royalties, selon le pourcentage de la valeur de production;
- le paiement de primes à la signature du contrat;
- les impôts sur les sociétés et autres taxes.

PWYP exige que les sociétés extractives publient les montants annuels nets de ces paiements sous une forme facilement disponible, compréhensible et comparable.

Les sociétés peuvent s'appuyer sur de solides arguments moraux lorsqu'elles publient les paiements qu'elles effectuent. En maintenant le silence quant à leurs transactions avec des pouvoirs publics corrompus, elles se rendent complices du gaspillage de ressources qui sont le bien des pauvres. CAFOD estime pour sa part que l'impératif d'une gestion transparente des revenus des ressources naturelles ressort sans ambiguïté de la doctrine sociale de l'Eglise sur la destination universelle des biens terrestres, la solidarité et le bien commun, l'option préférentielle pour les pauvres, et la promotion de la paix.

On en vient aussi de plus en plus à reconnaître les raisons d'affaires pour la transparence. Un groupe d'investisseurs a déclaré récemment que les paiements légitimes mais secrets des sociétés aux pouvoirs publics sont susceptibles de donner lieu à des accusations selon quoi les sociétés contribuent à des conditions propices à la corruption.³ De telles accusations compromettent le 'permis social d'opérer' des sociétés et les rendent plus vulnérables aux conflits et au manque de sécurité de la localité. Elles mettent aussi en jeu les perspectives commerciales à long terme.

La communauté internationale

³ Déclaration des Investisseurs sur la Transparence dans le Secteur de l'Extraction, Déclaration Commune par ISIS Asset Management et al, le 17 juin 2003, révisée en février 2004

Depuis le lancement du PWYP en 2002, on a pu constater un développement considérable de la volonté politique internationale en faveur de la transparence. Cela tient en partie au fait que la sécurité de l'énergie est menacée. Les pays africains fournissent à l'heure actuelle environ 15 pour cent des importations de pétrole des Etats-Unis, un pourcentage qui pourrait grimper jusqu'à 25 pour cent d'ici 2015. Depuis le 11 septembre 2001, l'administration du Président Bush s'est efforcée d'augmenter l'importation du pétrole africain aux dépens des producteurs du Moyen-Orient. Les Etats-Unis voudraient que les pays qui leur fournissent du pétrole soient stables et sans danger: l'instabilité fait monter les prix. Il existe donc pour le moment une bonne possibilité de créer une ambiance politique propre à profiter des richesses pétrolières pour la mise en place d'économies viables et la réduction de la pauvreté. En juin 2003, le Groupe des 8 a déclaré:

*nous encouragerons les Etats et les sociétés, qu'elles soient privées ou nationalisées, à publier...de manière cohérente et selon un format commun, les mouvements de revenus et les paiements en provenance des secteurs extractifs. Ces renseignements devront être publiés au niveau global, de manière accessible et facile à comprendre, tout en protégeant les détails de marque déposée et en maintenant les termes des contrats.*⁴

Il faut que les Etats mettent de telles déclarations en pratique.

L'Initiative sur la Transparence dans les Industries Extractives

L'Initiative sur la Transparence dans les Industries Extractives (ITIE) a été convoquée par Tony Blair, le Premier Ministre du Royaume Uni, à la suite du Sommet Mondial sur le Développement Durable à Johannesburg. Cette initiative, menée par le Ministère du Développement International britannique, cherche à pousser la communauté internationale vers la transparence. Les membres comprennent des Etats d'accueil et d'origine, des sociétés et des ONG de la coalition britannique Publish What You Pay, y-compris CAFOD.

L'ITIE soutient concrètement l'effort international en faveur de la transparence. Elle a identifié les mouvements de revenus que les sociétés pétrolières et minières devraient publier et elle a également établi des projets pilotes pour augmenter la transparence au Nigeria et en Azerbaïdjan.

PWYP estime néanmoins que l'ITIE souffre de certaines insuffisances. Celle-ci dépend surtout des rapports volontaires des sociétés et des Etats ; elle a donc peu de chance d'attirer les Etats les plus empreints à un manque de transparence, tels que l'Angola. Et en l'absence de dispositions qui rendraient obligatoire la publication d'informations, les sociétés ont beau jeu de plaider que les clauses confidentielles de leur accord avec un Etat leur interdisent de publier les détails des paiements. Une disposition réglementaire pourrait annuler de telles clauses.

Le projet de PWYP

La campagne Publish What You Pay propose une panoplie de mesures pour faire face à ce problème compliqué:

⁴ Lutte contre la corruption et amélioration de la transparence, une Déclaration du Groupe des 8, juin 2003.

- **Communication obligatoire de renseignements de la part des sociétés cotées en Bourse** La plupart des sociétés extractives les plus importantes sont déjà ou cherchent à devenir cotées sur les marchés réglementés, tels que la Bourse de Londres. L'Union Européenne a récemment fait un premier pas dans cette direction avec l'insertion d'une mesure dans sa Directive sur les Obligations de Transparence (DOT). PWYD prie l'Union Européenne de donner suite à l'engagement initial de la DOT, et fait appel à la Securities and Exchange Commission des Etats-Unis d'exiger la publication de paiements aux Etats.
- **Les prêts internationaux.** Les prêts en faveur des Etats devraient s'effectuer uniquement en faveur des pays bénéficiaires qui se montrent ouverts quant aux recettes et dépenses associées à leurs ressources. C'est là une condition qui devrait s'appliquer à tous les prêts, y-compris ceux des agences de crédit à l'exportation et les banques privées.
- **L'assistance de la Banque Mondiale et du FMI.** La transparence quant aux revenus devrait être une condition essentielle à l'avenir pour tout prêt ou pour toute assistance technique.
- **La gouvernance des entreprises.** Les normes de comptabilité internationales pour les sociétés de l'industrie extractive devraient comprendre une disposition qui rend obligatoire la publication des paiements aux Etats. Au Royaume Uni, l'obligation pour les entreprises de publier les risques pertinents devrait contenir une obligation sans ambiguïté de déclarer de tels paiements.

A noter

Cet aperçu sommaire se fonde largement sur deux rapports détaillés sur la gestion des revenus des ressources naturelles: *Bottom of the Barrel: Africa's Oil Boom and the Poor*, Ian Gary et Terry Lynn Karl, Catholic Relief Services, juin 2003; et *Time for Transparency: Coming Clean on Oil, Mining and Gas Revenues*, Global Witness, mars 2004.

Aperçu sommaire sur la transparence et le revenu en ressources naturelles

Cet aperçu a été rédigé par Katherine Astill du Service de Politique Publique (Public Policy Unit) de CAFOD. Pour tout renseignement sur cet aperçu, contacter par E-Mail Kastill@cafod.org.uk

Pour organiser une interview de presse, contacter Patrick Nicholson au 020 7326 5559, 07979 781015 ou par E-Mail: pnicholson@cafod.org.uk

Pour un supplément d'information sur la campagne Publish What You Pay, voir www.publishwhatyoupay.org ou contacter le coordinateur de Publish What You Pay au 020 7031 0204, ou par E-Mail: coordinator@publishwhatyoupay.org

Pour tout document politique de CAFOD, visiter www.cafod.org.uk/policy

Le nom "Rough Guide" est une marque déposée des éditeurs Rough Guides Ltd, 62-70 Shorts Gardens, London WC2H 9AH, utilisés ici avec leur consentement. Les éditeurs n'ont pas de liaison éditoriale avec cette publication.